

Archives départementales des Vosges

280 J

**Fonds Henri Siméon (1803-1874),
préfet des Vosges de 1830 à 1835
et député des Vosges de 1843 à 1848**

Répertoire numérique détaillé

établi par

Isabelle CHAVE

conservatrice du patrimoine

directrice des Archives départementales des Vosges

Épinal, 2010

INTRODUCTION

Modalités d'entrée du fonds 280 J

Le fonds 280 J constitué de papiers privés d'Henri Siméon, préfet des Vosges, est entré par voie d'achat le 2 mars 2010. Après classement, ces archives privées représentent 0,30 ml.

Intérêt du fonds 280 J

Le comte Henri Siméon (1803-1874)

Descendant d'une importante famille aristocrate et politique française, le comte Henri Siméon (Florence, 16 octobre 1803-Paris, 21 avril 1874) étudia le droit et entra en 1826 au Conseil d'État, en qualité d'auditeur. Partisan de la Monarchie de Juillet, il la servit comme préfet des Vosges (1830), du Loiret (1835), puis de la Somme (1840), avant d'être nommé en 1842 directeur général des Manufactures de l'État et directeur des Tabacs, appelé par M. Humann.

Élu député des Vosges le 10 juin 1843 au 4^e collège des Vosges (Remiremont), par 76 voix (105 votants, 149 inscrits), en remplacement de M. Bresson, décédé, il prit place au centre et, durant une première mandature jusqu'au 6 juillet 1846, il compta parmi les soutiens les plus zélés du pouvoir, opinant avec la majorité conservatrice pour l'indemnité Pritchard. Commandeur de la Légion d'honneur depuis le 27 avril 1845, il fut réélu le 1^{er} août 1846, par 96 voix (145 votants, 155 inscrits), contre 49 à M. Floret, mandat qu'il conserva jusqu'au 24 février 1848, soutenant la politique de Guizot. La révolution de février 1848 le rendit à la vie privée.

Aux élections du 10 mars 1851, le département du Var devant donner un successeur à Ledru-Rollin, condamné par la Haute-Cour de Versailles pour sa participation à l'affaire du 13 juin 1849, Henri Siméon, candidat monarchiste, fut élu représentant du Var par 32 500 voix (64 549 votants, 101 516 inscrits) et conserva son siège de député du Var jusqu'au 2 décembre 1851. Rallié au parti de l'Élysée, il adhéra au Coup d'État de 1851 et fut nommé sénateur le 26 janvier 1852, compris dans la première promotion de sénateurs, fonction qu'il conserva jusqu'au 1^{er} janvier 1870, opinant pendant toute la durée du règne aux vœux du pouvoir. La chute du Second Empire le fit quitter, en 1870, la vie politique.

Henri Siméon fut le co-fondateur, puis le premier président, de 1853 à 1861, de la Compagnie générale des Eaux, créée par décret impérial en 1853 pour fournir de l'eau à la ville de Lyon, premier contrat de concession de service public de distribution d'eau, qui donnera naissance au XX^e siècle au Groupe Vivendi. À l'initiative de Napoléon III, et durant tout le Second Empire, la création d'entreprises privées exploitant des réseaux urbains ouvrit la voie de la modernisation et de la qualité de vie des villes. Le comte Henri Siméon incarna ce dynamisme lors de la création en 1853 de la Compagnie générale des Eaux : « Dans la période nouvelle qui s'ouvre devant nous, soyez-en certains, Messieurs, des millions seront consacrés à la distribution des eaux, comme dans les périodes précédentes, des millions ont été employés aux chemins de fer » (discours de la séance fondatrice). Cet élan prit d'autant plus d'ampleur qu'il s'inscrivait dans le mouvement saint-simonien animé par Prosper Enfantin (1796-1864), l'un des administrateurs de la Compagnie, également membre de la Société du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée.

Président du Conseil de surveillance de la Caisse générale des Chemins de fer, Henri Siméon se trouva impliqué dans les poursuites dirigées contre le banquier Mirès en 1861, déclaré civilement responsable par le tribunal de première instance de Paris et par la cour impériale de la Seine. Le comte Siméon fut acquitté par l'effet de la réhabilitation de Mirès, au mois d'avril 1862.

Henri Siméon, dont l'œuvre littéraire compte une traduction en vers des œuvres d'Horace, est enseveli dans la sépulture familiale Siméon-Nivière, au cimetière parisien du Père-Lachaise, avec le comte Joseph-Jérôme Siméon (1749-1842), son grand-père, et le comte Joseph-Balthazar Siméon (1781-1846), son père.

Un membre de la famille Siméon au XIXe siècle

Le titre comtal, associé à la famille, avait été acquis par Joseph-Jérôme Siméon, grand-père d'Henri, comte en 1818, Pair de France en octobre 1821, rallié à la Monarchie de Juillet en 1830.

Henri Siméon est en effet le petit-fils de Joseph-Jérôme Siméon (1749-1842), avocat, puis titulaire d'une chaire de droit à l'université d'Aix, député des Bouches-du-Rhône au Conseil des Cinq-Cents, dont il devint secrétaire, puis président, rappelé aux affaires par le Premier Consul après le 18 Brumaire. Membre du Tribunat, il avait travaillé à l'élaboration du *Code civil* avec son beau-frère Portalis, futur ministre des Cultes de l'Empire, ainsi qu'à la loi du Concordat. Conseiller d'État en 1804, il fut nommé en 1807 ministre de la Justice et de l'Intérieur du gouvernement du roi Jérôme en Westphalie, fonction qu'il occupa jusqu'à la dissolution du royaume en 1813, tout en étant membre du Conseil de régence et président du Conseil d'État de Westphalie. Appelé à la préfecture du Nord en 1814 par Louis XVIII, il représenta les Bouches-du-Rhône à la Chambre des représentants pendant les Cent-Jours, puis à la « chambre introuvable » de la Seconde Restauration. Nommé à nouveau conseiller d'État, il reçut la charge d'inspecteur général des écoles de droit (1819), devint sous-secrétaire d'État à la Justice (1820). Ministre de l'Intérieur dans le second gouvernement Richelieu (1820-1821), il fut créé pair de France (1821) et nommé ministre d'État. Rallié à Louis-Philippe en 1830, il retrouva la Chambre des pairs et fut nommé membre de la section de législation de l'Académie des sciences morales et politiques. Appelé à la présidence de la Cour des comptes en 1837, il s'éteignit à l'âge de 93 ans.

Quant au père d'Henri Siméon, il s'agit de Joseph-Balthazar Siméon (1781-1846), fils du précédent et également magistrat, entré dans la carrière diplomatique sous les auspices de Talleyrand, d'abord en poste à Florence et à Rome, puis à Cassel, en qualité de chambellan. Il adhéra à la Restauration, fut préfet du Var, du Doubs, puis du Pas-de-Calais, et maître des requêtes au Conseil d'État (1821). Conseiller général, révoqué à cause de son libéralisme, Joseph-Balthazar fut ensuite appelé au poste de directeur général des Beaux-Arts (1828). Pair de France sous Louis-Philippe en 1835, il fut aussi peintre, graveur, collectionneur. Il a laissé de nombreuses relations de ses voyages à travers l'Europe.

Henri Siméon et les Vosges

* Le préfet des Vosges de 1830 à 1835

Nommé préfet des Vosges le 23 septembre 1830 à la succession du baron Claude Nau de Champlouis, Henri Siméon s'inscrivait donc dans une continuité familiale. Lorsqu'il prend les rênes de la préfecture, dans un hôtel de préfecture construit à neuf par l'architecte nancéien Grillot et inauguré en 1829, il est auditeur au Conseil d'État, chevalier de la Légion d'honneur et, à titre personnel, membre de la Société académique de Saint-Quentin.

Dès 1830, il fut donc aussi nommé ès qualités président de l'Assemblée départementale et président de la Société d'émulation du département. Attaché à la Monarchie de Juillet, il organise la visite de Louis-Philippe, roi des Français, dans les Vosges en juin 1831, et, comme d'autres préfets français, dut coordonner les mesures de lutte contre l'épidémie de choléra, en 1832. Ses circulaires montrent son intérêt tout particulier pour le fonctionnement des gardes nationales, pour l'administration des chemins vicinaux et communaux, pour l'instruction primaire. Ses projets de discours font aussi état de démarches avortées, de grand intérêt pour l'historien des Vosges, ainsi un discours aux ouvriers des Vosges, pour contrecarrer d'éventuelles poussées locales, à la suite de l'insurrection des ouvriers lyonnais en décembre 1831. Sa circulaire du 10 décembre 1834, invitant les sous-préfets et les maires des Vosges, à émailler les routes communales de panneaux indicateurs, ouvre d'intéressantes perspectives sur une première prise de conscience de l'intérêt touristique du département des Vosges pour les voyageurs étrangers.

Son grand œuvre reste la coordination d'une vaste *Statistique du département des Vosges*, projet né à l'initiative de la Société d'émulation des Vosges, dont il assura étroitement la présidence et la mise en valeur durant ses premières années vosgiennes. Cette statistique devait rassembler, dans tous les domaines de la vie politique, administrative, sociale, économique, culturelle et culturelle, des éléments chiffrés et de courtes analyses historiques, afin de dresser un état des lieux du département au début des années 1830. Ses papiers personnels montrent l'implication du préfet lui-même dans la rédaction de certains chapitres

de l'ouvrage. Son intérêt pour la vie de la société savante se traduit dans la qualité des discours rédigés pour la séance annuelle, qu'il présidait le 2 mai chaque année, et dans ses échanges avec des membres ou des correspondants de la Société d'émulation, tel Jean-Baptiste Mougeot. Le département des Vosges doit aussi à Henri Siméon les premières expositions des produits de l'industrie vosgienne, ouvertes à Épinal dans les bâtiments du musée départemental en 1831 et 1833. Créé le 4 septembre 1822 par décision du conseil général des Vosges, ce musée venait d'ouvrir au public en 1828, après cinq ans de travaux, et était alors précisément placé sous la direction scientifique de la Société d'émulation des Vosges.

Le 24 décembre 1834, le préfet Siméon est invité à rejoindre la commission chargée de l'examen du projet de loi sur les chemins vicinaux et communaux [280 J 4], établie par le duc de Praslin, Pair de France, avec les députés Aroux, Colomès, Desjobert, Dugas-Montbel, Duprat, Galimard, Péan, Thabaud-Linetière et Vatout, qui avaient rendu un premier rapport à la Chambre des députés le 11 avril 1834. De janvier à mars 1835, tout en continuant à administrer ses affaires courantes dans les Vosges, il est ainsi, de façon continue, impliqué dans la rédaction et les corrections de la version définitive du projet de loi et retrouve aux réunions Bresson, député des Vosges, nommé en même temps que lui. Complétée de l'instruction du 24 juin 1836, la loi Thiers-Montalivet, du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, qui résultera des travaux de cette commission, permit, d'une part, la mise en place du réseau vicinal, dont le conseil général, après les communes depuis 1791, devint le premier acteur, et d'autre part, la création du service des agents voyers départementaux, chargés de la surveillance et de l'entretien des chemins vicinaux sous l'autorité du préfet. Après les essais avortés, en 1827 et 1833, de classement des chemins vicinaux des communes, cette loi du 21 mai 1836 jeta les bases d'une nouvelle organisation, plus coercitive, qui resta valable durant un siècle.

Nommé préfet du Loiret le 7 décembre 1835, Henri Siméon quitta les Vosges, avec les regrets des corps constitués, des maires et de la population. Il est remplacé à la tête de la préfecture des Vosges par Alexis de Monicault, qui ne manque pas de saluer l'activité de son prédécesseur dans sa première circulaire aux sous-préfets, aux maires et aux fonctionnaires datée du 6 décembre 1835¹.

*** Le député des Vosges de 1843 à 1848**

Une preuve de ce que son passage en Lorraine méridionale aura marqué Henri Siméon réside dans le fait que, candidat à la députation, il est élu le 10 juin 1843, député des Vosges, pour la circonscription de Remiremont, en remplacement du maire romarimontain Henri Bresson, décédé, qu'il avait connu en 1835, lors de ses travaux au sein de la commission sur les chemins vicinaux. Cumulant les mandats, il succède parallèlement, à la tête du canton de Saulxures-sur-Moselotte, au maire couhenet, Claude Valdenaire, dans une élection en deux reprises, en décembre 1843, puis en décembre 1844, dont il sort finalement victorieux. Enfin, il présida le conseil général des Vosges de 1844 à 1847.

C'est à cette période, en mars et avril 1846, que le vicomte Siméon fut à nouveau impliqué dans une commission nationale, assez proche dans son implication thématique que celle de 1835 : la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à un crédit de 3 000 000 francs sur l'exercice 1846 pour les travaux de rectification des routes royales [280 J 8].

Aux élections législatives suivantes, il fut aisément réélu à son poste de parlementaire vosgien, le 1^{er} août 1846, avant que la révolution de février 1848 ne brise sa carrière politique locale. L'avènement de la Seconde République et de l'Assemblée nationale constituante amènent au premier plan onze nouveaux députés vosgiens, dont Louis Buffet, Henri Boulay de La Meurthe, Jules Falatieu et Léopold Turck.

Conditions de consultation du fonds 280 J

Le fonds 280 J est librement communicable.

¹ Voir sous la cote 280 J 2.

ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- ANTOINE (Hervé), « Des routes et chemins vicinaux de 1818 à 1873 », *Mémoire des Vosges*, n° spécial *Sur la route*, n°11, 2005, p. 59-66.
- ARCHIVES NATIONALES, *Le personnel de l'administration préfectorale (1800-1880), répertoire nominatif et répertoire territorial*, Paris, Archives nationales, 1998.
- BOURLOTON (Edgar), COUGNY (Gaston), ROBERT (Adolphe), dir. *Dictionnaire des parlementaires français comprenant tous les membres des assemblées françaises et tous les ministres français depuis le 1^{er} mai 1789 jusqu'au 1^{er} mai 1889*, Genève, Slatkine reprints, {Paris, Honoré Champion}, 2000, 5 vol., tome V Pla-Zuy.
- BOUVIER (Félix), « Biographie générale vosgienne », dans *Le Département des Vosges, description, histoire, statistique*, dir. Léon Louis, 1887-1889, tome IV, p. 512 (notice « Siméon »).
- CASSELLE (Pierre), éd., *Commission des embellissements de Paris, rapport à l'empereur Napoléon III rédigé par le comte Henri Simeon (décembre 1853)*, avant-propos de Michel Fleury, Paris, Commission historique du Vieux-Paris, 2000.
- DUMONT (Jean-Marie), *Liste des préfets et des administrations du département des Vosges*, [suivi de] *Liste des maires des grandes villes du département des Vosges*, [suivi de] *Liste des préfets du département des Vosges de 1800 à 1900*, Épinal, Archives départementales des Vosges, 1970-1986.
- FRANCK (Liliane), *Eau à tous les étages l'aventure de l'eau à domicile à travers l'histoire de la Compagnie générale des Eaux*, Châtenois-les-Forges, impr. du Lion, 1999, 410 p.
- HENRY (Jean), « À propos du suffrage censitaire... Notables vosgiens à la fin de la Monarchie de Juillet », *Annales de la Société d'émulation du département des Vosges*, nouv. série n°6, Épinal, impr. Aymard, 1988, p. 65-70.
- JACQUOT (Alain), « Compagnie générale des Eaux. Rapport du conseil d'administration lu par son président, le comte Henri Siméon, lors de la première assemblée générale des actionnaires de la société tenue à Paris le 16 octobre 1853 (note de recherche) », dans *Eau : le temps d'un bilan*, [Noisy-le-Grand], Flux, n° 52-53, avril-septembre 2003, p. 100-110.
- LE CLERE (Bernard), *Les préfets du 11 ventôse an VIII au 4 septembre 1870, répertoire nominatif et territorial*, Paris, Archives nationales, 1981.
- LE CLERE (Bernard), *Les préfets en France (1800-1940)*, Genève, Droz, 1978.
- MUNIER (Bertrand), *1791-2003, le grand livre des élus vosgiens*, Haroué, éd. Gérard Louis, 2003, p. 315 (notice « Siméon Henry »).
- ROBERT (Adolphe), dir., *Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889)*, Paris, 2000, 4 vol.
- RON SIN (Albert), dir., *Les Vosgiens célèbres, dictionnaire biographique illustré*, Vagney, éd. Gérard Louis, 1990, p. 339 (notice « Siméon (Henri, comte) »).
- TULARD (Jean), dir., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1999, t. II, page 772.

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Archives départementales des Vosges

3 K Recueil des actes administratifs du département des Vosges

- 3 K 10 1830, n°1 à n°44
- 3 K 11 1831, n°1 à n°50
- 3 K 12 1832, n°1 à n°55
- 3 K 13 1833, n°1 à n°52
- 3 K 14 1834, n°1 à n°50
- 3 K 15 1835, n°1 à n° 49

2 M Personnel de la préfecture des Vosges

- 2 M 8 Prestations de serments (1830).
- 2 M 21 Dossier individuel d'Henri Siméon, préfet (1830-1835).
- 2 M44 État comparatif des affaires traitées dans les bureaux de la préfecture entre 1829 et 1835, en application de la circulaire du 12 mars 1836 (1836).

3 M Plébiscites et élections dans les Vosges

Henri Siméon fut député des Vosges de 1843 à 1848, d'abord pour le canton de Remiremont, puis celui de Saulxures-sur-Moselotte, et président du Conseil général de 1844 à 1847.

- 3 M 24-37 Listes électorales de la Monarchie de Juillet (1830-1848).
- 3 M 38-54 Élections sous la Monarchie de Juillet (1830-1848).

8 M Police générale et administrative dans les Vosges

- 8 M 5 Affaires générales et politique de 1830 à 1835 : troubles à Paris (1830-1832), troubles à Lyon (1831), attentas contre le roi (1832), visite du maître des requêtes (1833), plantation d'un arbre de la Liberté par les gardes nationaux contestataires (1832), renseignements sur les officiers supérieurs de la garde nationale (1833-1835), nomination du commandant de la garde nationale (1835).
- 8 M 21 Voyage de Louis-Philippe, roi des Français, dans les Vosges (1831).
- 8 M 25 Passage dans les Vosges de réfugiés polonais (1832).
- 8 M 29 Effacement d'emblèmes (1831).
- 8 M 32-33 Cérémonies (1812-1839).
- 8 M 74 Tarifs et commission des monnaies et des médailles (1832).
- 8 M 90 Maintien de l'ordre public : instructions ministérielles (1832).
- 8 M 96 Contrebande d'armes (1833).
- 8 M 193 Enquête sur la presse (1830).

8bis M Sûreté générale dans les Vosges

8bis M 4 Correspondance et renseignements confidentiels (1819-1850).

9 M Belles actions dans les Vosges

9 M 2 Gratifications du préfet et médailles d'honneur du Gouvernement (1821-1840).

9 M 4 Prix de vertu, dit prix de Monthyon (1825-1854).

20 M Établissements insalubres, incommodes et dangereux

20 M 2 États des établissements insalubres ou incommodes autorisés ou non autorisés dans le département des Vosges (1826-1835).

25 M Corps médical et épidémies dans les Vosges

25 M 7-9 Épidémie de choléra (1830-1835).

7 Instructions, correspondance, renseignements médicaux, brochures ministérielles (1830-1832).

8 Travaux de l'intendance et des commissions sanitaires, rapports sur la marche du choléra dans les Vosges, répartition et frais des médecins (1831-1832).

9 Bulletins quotidiens et rapports sur la marche du choléra (1832-1835).

27 M Mercuriales dans les Vosges

27 M 52 États récapitulatifs du prix moyen des grains (1828-1837).

29 M Divisions administratives dans les Vosges

29 M 2-4 Réunion ou distraction de communes dans les Vosges (1831-1835).

34 M Statistiques générales dans les Vosges

34 M 1-3 Statistique du département des Vosges, projet de la Société d'émulation (1829-1845).

1 Nouveau projet rédigé par le préfet Henri Siméon.

2 Livre I : Topographie ; Livre II : Population.

3 Livre III : Administration ; Livre IV : Agriculture ; Livre V : Industrie ; Livre VI : Commerce.

38 M Commerce, économie et emploi dans les Vosges

38 M 23-24 Exposition des produits vosgiens (1834).

N Administration et comptabilité départementales dans les Vosges

2 N 3-4 *Sessions du Conseil général des Vosges* (1828-1832, 1835-1841).

3 N 1 Chemins vicinaux et routes départementales soumis au conseil général des Vosges (1834-1839).

- 4 N 2-3 Rapports du préfet et procès-verbaux des séances (1827-1836).
- 6 N 2-3 Budgets des dépenses départementales (1827-1839).
- 6 N 9 Budgets et comptes départementaux (1834-1843).
- 8 N 6 Produit des secondes expéditions d'actes délivrés par les bureaux de la préfecture, des sous-préfectures et des archives départementales : états, décomptes, autres pièces (1829-1858).
- 10 N 2 Projet de construction d'un nouvel hôtel de la préfecture (1824-1830).
- 10 N 3 Entretien et réparations des bâtiments de l'hôtel (1829-1863).
- 10 N 18 Etablissement du musée départemental dans le bâtiment de l'ancien dépôt de mendicité, travaux, réparations, dépenses (1807-1839).
- 10 N 19 Registre des délibérations de la commission du musée et mémoires de dépenses (1832-1870).
- 10 N 32 Bâtiments de l'État ou nationaux remis au département, aux arrondissements et communes (an XIII-1833).
- 11 N 1 Inventaires du mobilier de la préfecture des Vosges (1808-1845).
- 11 N 3-4 Mémoires et pièces de dépenses pour le mobilier de la préfecture des Vosges (an VIII-1855).
- 12 N 1 Caisse départementale des retraites pour les employés de la préfecture des Vosges (1817-1878).

7 T Sociétés académiques des Vosges

- 7 T 1 Société d'émulation des Vosges, réglementation et nomination des membres (an X-1847).
- 7 T 26 Société de l'instruction primaire de l'arrondissement de Mirecourt (1828-1833).

15 T Musées des Vosges

- 15 T 48 Dépôt d'œuvres du musée à la préfecture des Vosges (1828-1829).

2 Fi Cartes et plans

- 2 Fi 2057 Carte des chemins cantonaux des Vosges, 1833.

J Archives privées

8 J Fonds de la Société d'émulation des Vosges

En sa qualité de préfet des Vosges, Henri Siméon présida la Société d'émulation de 1830 à 1835.

- 8 J 4* Procès-verbaux des séances de la société (1829-1835).
- 8 J 56 Récompenses de la commission d'agriculture (1829-1895).
- 8 J 57 Concours annuels de la société (1830-1939).
- 8 J 72* Correspondance adressée au secrétaire perpétuel de la société (1824-1867).
- 8 J 73 Répertoire alphabétique des correspondants du secrétaire perpétuel (1824-1842).
- 8 J 135 *Fragments d'une tragédie inédite intitulée « La Mort de Russel », par Henri Boulay de La Meurthe (1834).*

JPL Journaux périodiques locaux

JPL 717 *Annales de la Société d'émulation du département des Vosges*, depuis 1829.

Archives nationales (site de Paris)

F^{1b} Personnel administratif.

F^{1b} 155¹-180, F^{1b} I 297-391, 436-530, 579-686

Personnel de l'administration préfectorale : dossiers individuels (an VIII-1930).

558 AP Fonds Siméon, XVIII^e-XIX^e s.

Dans ce fonds privé entré par voie d'achats (1993-2006) aux Archives nationales, on signalera en particulier les cotes :

558 AP / 2 Papiers du comte Henri Siméon (1803-1874) : fonctions publiques exercées (1821-1852).

558 AP / 3 Pièces relatives aux fonctions du comte Henri Siméon, préfet des Vosges (1832-1840). Dossier relatif à ses fonctions de président et rapporteur de la Commission des comptes (1842). Autographes, documents historiques.

558 AP / 6-15 Dossiers de l'affaire du banquier Mirès, impliquant Henri Siméon (1859-1862).

558 AP / 19, 25 Correspondance des comtes Siméon (1793-1846).

Bibliothèque administrative de la Ville de Paris

Papiers du comte Joseph-Jérôme Siméon

Brouillons de lettres aux ministres, de rapports au Conseil d'Etat, de discours à la Chambre des pairs et à la Chambre des députés, lettres reçues (1814-1833).

Archives départementales du Loiret

Mi Microfilms

Microfilm des pièces relatives aux fonctions de préfet du Loiret du comte Henri Siméon.

REPertoire NUMERIQUE DETAILLE

- 280 J 1*** Correspondance officielle du préfet des Vosges. 1830-1832
– Premier registre ms : 24 septembre 1830 (lettre n°1) au 30 septembre 1831 (lettre n° 106), avec index alphabétique des matières.
– Second registre ms : 5 octobre 1831 (lettre n°1) au 29 décembre 1832 (lettre n°145), avec index alphabétique des matières.
- 280 J 2** Discours et circulaires manuscrits et imprimés. 1830-1835
– « Discours et circulaires du Préfet des Vosges qui ne sont pas copiés au registre de sa correspondance » [liste chronologique de 7 discours du 29 octobre 1830 au 26 octobre 1831].
– « Notes de mes circulaires » [liste chronologique de 21 circulaires du 23 septembre 1830 au 3 novembre 1831].
– Circulaires et discours des années 1830-1835 [classés par ordre chronologique], incluant les projets demeurés sans suite².
- 280 J 3** Statistique du département des Vosges³. – Projet de l'ouvrage, sollicitation de la Société d'émulation des Vosges, du docteur Villermé, de l'Institut, de Jean-Baptiste Mougeot, d'Évon, agronome : brouillons de lettres, notes, correspondance, *Recueil des actes administratifs*, circulaires imprimées (1832-1835). Ébauche du plan de l'ouvrage : notes [1834]. Données socio-économiques diverses⁴, compilation : tableaux (1831-1835). Livre premier sur la topographie, coordination de la rédaction : textes manuscrits, notes, brouillons [1832]. 1831-1835
- 280 J 4** Loi sur les chemins vicinaux et communaux⁵. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires des Vosges sur les chemins communaux, séance du conseil général du 12 novembre 1831 : compte rendu ms (1831) ; projet : brouillon ms (1832). Participation du préfet Siméon à la commission chargée de l'examen du projet de loi : rapport à la Chambre des députés⁶ (1834) ; convocations du ministre de l'Intérieur et relations avec les membres de la commission : correspondance, liste des membres de la commission (1835) ; collecte d'informations : notes mss, 1831-1835

² Voir le détail de ces textes en annexe I.

³ Objet de sa circulaire aux sous-préfets et aux maires du 8 décembre 1832.

⁴ La liasse rassemble les données les plus variées sur les Vosges du début des années 1830 : les journaux politiques ou littéraires, les nobles émigrés indemnisés, les droits perçus par le bureau de garantie des ouvrages d'or et d'argent en 1832, l'instruction primaire dans les communes, les communes touchées par le choléra, le montant des rôles généraux des quatre contributions foncières en 1833, le nombre de détenus dans les maisons d'arrêt du 1^{er} octobre 1831 au 1^{er} octobre 1832, les types de marbre produits dans les Vosges, la répartition des routes plantées d'arbres, la répartition des bois selon les propriétaires, les fourneaux, forges et usines à fer, la fréquentation scolaire par les garçons, les dépenses pour le culte par les communes, la production de vignes, vin et blé, la liste des expositions de l'industrie nationale, le nombre des patentables, les recettes et dépenses des principaux hôpitaux, la répartition des mines, forges, usines, papeteries, la composition de la garde nationale mobile, les effectifs des bataillons cantonaux, la consommation de sel, la répartition des dépenses du département, le produit des impôts en 1831-1832, les effectifs d'étrangers venus en cure, la répartition des droits d'usages dans les forêts domaniales, la nature et les effectifs des établissements industriels existants, les recettes tirées des sources de Plombières, les données chiffrées tirées du cadastre en août 1835, la liste des communes de 1000 habitants et plus

⁵ Il s'agit ici de la préparation de la loi dite Thiers-Montalivet du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux.

⁶ VATOUT, député de la Côte-d'Or, *Rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen du Projet de loi sur les chemins vicinaux et communaux*, Chambre des députés, n°194, séance du 11 avril 1834, Paris, impr. A. Henry, 1834, 56 p.

- correspondance, état des rôles de prestations expédiées, compte rendu de séance de la Chambre des députés⁷ (1835) ; rédaction du texte définitif : premier et deuxième jeux d'épreuves annotées, notes mss par chapitre (1835) ; rapports de MM. Desjobert, Montozan et Siméon : tableaux, états comparatifs entre les départements, brouillons ms (1835) ; procès-verbaux des vingt-deux séances de la commission : minutes mss (30 décembre 1834-6 mars 1835).
- 280 J 5** Séances du conseil général du 25 avril 1831, du 1^{er} juin 1832, du 12 juillet 1834, du 25 septembre 1835, du 26 août 1837. - Rapports du préfet : notes mss (1831-1837), discours du duc de Choiseul, président du conseil général : brochure impr. (1835). 1831-1837
- 280 J 6** Société d'émulation du département des Vosges. – Présidence d'Henri Siméon : extrait du procès-verbal de la séance du 4 décembre 1828, règlement de la société, discours d'ouverture de la séance publique du 2 mai 1835, listes des membres résidants des commissions Agriculture, Littérature, Sciences et Arts, Médecine et Antiquités, liste des associés libres. 1828-1835
- 280 J 7** Travaux législatifs du préfet Siméon. – Culte catholique, dépenses du service paroissial : tableau (1828-1829). Loi du 22 mars 1831 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, observations du préfet des Vosges au ministre de l'Intérieur : correspondance (1832-1833). Lois du 22 mars et du 19 avril 1832 sur la garde nationale, commentaires du préfet Siméon : notes mss (1832). Améliorations de l'organisation administrative des préfectures et de la situation financière des communes, suggestions : notes mss, brouillons de lettres, correspondance, tableau (1833-1835). Enfants trouvés, rapport au ministre de l'Intérieur : brouillon de lettre, tableau dans les départements du Midi (1835). 1828-1835
- 280 J 8** Commission pour les rectifications des routes royales. – Participation du vicomte Siméon : projet de loi⁸, rapport de la commission à la Chambre des députés⁹, statistiques, tableaux, états des recettes et des dépenses du département des Vosges, liste des départements dotés de canaux et de chemins de fer, état financier des départements sans canaux ni chemins de fer, situation générale des routes royales. 1842-1846

⁷ GLAIS-BRIZOIN, député des Côtes-du-Nord, *Développements de la proposition de MM. Glais-Brizoin et Havin sur les chemins cantonaux et communaux*, Chambre des députés, n°35, séance du 10 janvier 1835, Paris, impr. A. Henry, 1835, 24 p.

⁸ *Projet de loi relatif à un crédit de 3 000 000 francs sur l'exercice 1846, pour les travaux de rectification des routes royales, précédé de l'exposé des motifs*, Chambre des députés, séance du 23 mars 1846, n°60, Paris, impr. A. Henry, 1846, 6 p.

⁹ DESSAURET, député du Cantal, *Rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à un crédit de 3 000 000 francs sur l'exercice 1846, pour les travaux de rectification des routes royales*, Chambre des députés, séance du 7 avril 1846, n°108, Paris, impr. A. Henry, 1846, 8 p.

ANNEXE I

Détail de la cote 280 J 2 : liste des discours prononcés et des circulaires diffusées par Henri Siméon, préfet des Vosges (1831-1835), dans son département d'exercice.

Année 1830

- 23 septembre. – « Habitans des Vosges ! », circulaire aux sous-préfets et aux maires.
- 27 octobre. – Circulaire aux maires sur les dénonciations portées contre les fonctionnaires municipaux ; circulaire aux maires sur les bruits relatifs au départ des gardes nationales.
- 29 octobre. – Discours d'installation du conseil municipal d'Épinal.
- 16 novembre. – Circulaire aux maires sur le maintien de l'ordre public.
- 17 novembre. – Circulaire aux maires portant que l'expédition de tous les actes de la préfecture est gratuite ; circulaire aux maires sur les mesures à prendre pour prévenir les incendies ; circulaire aux maires sur le moyen d'améliorer le sort des instituteurs primaires.
- 19 novembre. – Transmission aux maires des extraits du *Moniteur* annonçant la reconnaissance du Roi des Français par les puissances étrangères.
- 20 novembre. – Circulaire aux maires sur les demandes de sabres et de gibernes pour la garde nationale.
- 22 novembre. – Circulaire aux maires sur la police du roulage.
- 23 novembre. – Circulaire aux maires sur la purge des hypothèques, en cas d'acquisitions pour cause d'utilité publique faites au nom des communes.
- 27 novembre. – Circulaire aux maires sur de nouvelles dispositions concernant les militaires de l'ancienne garde.

Année 1831

- 1^{er} janvier. – Vœux aux sous-préfets, maires, fonctionnaires publics et commandants de gardes nationales.
- 12 janvier. – Circulaire aux maires sur les armes délivrées aux gardes nationales.
- 15 janvier. – Circulaire aux maires sur l'itinéraire du conseil de révision.
- 18 janvier. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur les nouveaux timbres à employer dans les administrations.
- 20 janvier. – Circulaire aux maires sur l'admission de sous-officiers, brigadiers et trompettes dans le train des équipages militaires.
- 22 janvier. – Circulaire aux maires sur la publication de la *Semaine vosgienne*.
- 24 janvier. – Circulaire aux maires sur les délits commis en forêt.
- 25 janvier. – Circulaire aux maires sur le remplacement des jeunes soldats de la classe 1830.
- 26 janvier. – Circulaire aux maires sur l'établissement de corps de garde et de patrouilles.
- 27 janvier. – Circulaire aux maires sur le logement des troupes.
- 2 février. – Discours pour l'installation du comité gratuit d'instruction primaire de l'arrondissement d'Épinal.
- 3 février. – Circulaire aux maires sur l'organisation de nouveaux comités gratuits pour l'instruction primaire.
- 21 février. – Arrêté relatif à la clôture des chasses.
- 22 février. – Discours aux militaires de l'ex-garde.

- 23 février. – Circulaire aux maires sur le concours pour l'admission à l'École navale ; circulaire aux maires sur la rédaction des actes d'engagements volontaires.
- 2 mars. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur l'enlèvement des fleurs de lys des lieux publics.
- 3 mars. – Circulaire aux maires sur la presse départementale.
- 4 mars. – Circulaire aux maires sur la prière pour le roi des Français ; avis aux propriétaires de chevaux.
- 25 mars. – Circulaire aux maires sur l'armement des gardes nationales.
- 26 mars. – Circulaire aux maires sur l'instruction primaire.
- 27 mars. – Circulaire aux maires sur l'envoi de la circulaire ministérielle relative aux associations.
- 2 mai. – Discours pour la séance publique de la Société d'émulation.
- 3 mai. – Circulaire aux maires sur la séance publique de la Société d'émulation.
- 12 mai. – Discours pour la séance du conseil général du département.
- 1^{er} juin. – Circulaire aux maires sur les engagements volontaires.
- 7 juin. – Circulaire aux maires sur l'instruction primaire.
- 11 juin. – Circulaire aux maires sur la suspension de la vaine pâture.
- 16 juin. – Discours pour l'accueil du roi des Français à la limite du département, pour la présentation de la société d'instruction primaire de Mirecourt au roi, pour la présentation du conseil de préfecture et de l'administration du département au roi, pour la présentation du tribunal de première instance au roi.
- 25 juin. – Circulaire aux maires sur l'exposition au musée d'Épinal des produits de l'industrie vosgienne.
- 30 septembre. – Discours pour la distribution des prix du collège d'Épinal.
- 26 octobre. – Circulaire aux maires sur le recouvrement des contributions directes ; discours pour l'installation du conseil municipal de la ville d'Épinal.
- 27 octobre. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur la formation du relevé des armes fournies aux gardes nationaux.
- 28 octobre. – Circulaire aux maires sur le prix de vertu fondé par M. de Montyon.
- 3 novembre. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur les réclamations en matière de contributions personnelle, mobilière et des portes et fenêtres.
- 5 décembre. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur les événements de Lyon.

Année 1832

- 2 janvier. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur de nouvelles mesures visant l'entretien des chemins communaux ; circulaire aux maires sur des dispositions de police pour la conservation des chemins communaux.
- 26 avril. – Circulaire aux sous-préfets, aux maires et aux membres des commissions cantonales des chemins vicinaux.
- 2 mai. – Discours à la Société d'émulation.
- 7 août. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur l'organisation du service de surveillance et de direction des chemins cantonaux.
- 8 décembre. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur les travaux relatifs à la statistique du département.
- décembre. – Circulaire aux maires sur l'établissement de cinq caisses d'épargne et de prévoyance dans le département.

Année 1833

2 mai. – Discours pour la séance publique de la Société d'émulation des Vosges.

3 mai. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur la séance publique de la Société d'émulation.

25 novembre. – Circulaire aux sous-préfets et aux maires sur le résultat des élections départementales.

28 novembre. – Discours pour l'installation du comité d'instruction primaire.

s.d. – Discours pour l'inauguration du pont d'Épinal.

Année 1834

9 février. – Discours pour un projet de développement du musée d'Épinal.

2 mai. – Discours pour la séance publique de la Société d'émulation des Vosges.

30 août. – Discours pour la distribution des prix aux élèves du collège d'Épinal.

10 décembre. – Circulaire aux sous-préfets, maires et ingénieurs des Ponts et Chaussées sur la pose dans les communes traversées par les routes de tableaux indicateurs du nom de ces communes et de leur distance des villes voisines.

29 décembre. – Circulaire aux sous-préfets, maires, ingénieurs des Ponts et Chaussées et agents des chemins cantonaux.

Année 1835

2 mai. – Discours pour la séance publique de la Société d'émulation des Vosges.

21 novembre. – Circulaire aux sous-préfets, maires, fonctionnaires publics, chefs de gardes nationales et membres des conseils électifs.

TABLE DES MATIERES

Introduction	2
Orientations bibliographiques	5
Sources complémentaires	6
Répertoire numérique détaillé.....	10
Annexe I : Détail de la cote 280 J 2.....	12
Table des matières	15